



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Danièle OBONO

Députée de Paris

Groupe « La France insoumise »

Jean CASTEX

Premier ministre

Hôtel Matignon, 57 rue de Varenne

75700 Paris SP 07

Paris, le 4 juin 2021

Objet : gestion de la crise liée aux scènes ouvertes de consommation de drogues et aux trafics dans le nord-est parisien

Monsieur le Premier Ministre,

Députée des 18^{ème} et 19^{ème} arrondissements de Paris, j'ai été mobilisée, dès le début de mon mandat, sur les problématiques liées aux usages de drogues dans ma circonscription.

J'ai ainsi alerté à plusieurs reprises le gouvernement sur l'urgence de prendre des mesures non pas seulement conjoncturelles mais aussi structurelles pour dénouer la situation, notamment en termes de moyens supplémentaires nécessaires à une prise en charge médico-sociale globale des usager-es de drogues précaires et vulnérables.

Or, de ma première interpellation à la ministre Buzyn en 2018 à la question orale posée à la secrétaire d'Etat Bourguignon lors de la séance du 4 mai à l'Assemblée nationale, je n'ai jamais eu de réponse satisfaisante. Je n'ai pas non plus été informée, et encore moins associée, malgré mes demandes, aux échanges sur le "plan crack" lancé conjointement par la Ville de Paris, la préfecture de police et l'Agence régionale de santé en 2019. Trois ans plus tard, alors qu'il arrive à échéance en fin d'année, son bilan apparaît plus que mitigé, au regard du regain de tensions qui secouent les quartiers de Stalingrad et d'Eole depuis plusieurs semaines, ce dont j'alertais précisément Mme Bourguignon lors de mon intervention début mai.

Non seulement ces alertes n'ont pas été entendues, mais la décision, prise par le ministère de l'Intérieur avec l'aval de la mairie de Paris (et toujours sans que j'en sois informée), de parquer dans le jardin d'Eole les consommateurs et consommatrices de crack, a envenimé la situation et suscité la légitime colère des habitant-es. Elles et ils demandent à retrouver l'usage de leur parc en toute sécurité et que des solutions pérennes soient trouvées pour les usager-es de drogues pour que cessent les scènes dégradantes et humiliantes de

consommation, et des violences qui les accompagnent. Je partage ces demandes que j'ai relayées en soumettant un certain nombre de propositions.

Ce mercredi 2 juin, j'ai appris par voie de presse, que vous prévoyez une réunion interministérielle sur le sujet de la consommation de drogues dans le nord-est parisien lundi 7 juin prochain. Si je ne peux que me réjouir de constater que l'exécutif s'empare de la question à la hauteur des enjeux, je m'étonne que cette rencontre n'inclut toujours pas l'élue nationale du territoire concerné que je suis, ni qu'aucune communication officielle ou proposition d'échange n'ai été faite à mon adresse. Je ne puis croire que sur un problème de cette nature, qui suppose la concertation avec l'ensemble des responsables et acteur·trices de terrain concerné·es, et leur pleine coopération, il puisse y avoir la moindre attitude partisane et sectaire.

Je me tiens donc à votre disposition pour réparer ce qui ne peut être autre chose qu'un oubli malencontreux, et vous prie, Monsieur le Premier Ministre, d'agréer l'expression de mes salutations les plus républicaines.

Danièle OBONO

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Danièle Obono', with a long horizontal stroke extending to the right.